

création d'une Commission canadienne des affaires polaires. Composée d'éminent Canadiens, qui s'illustrent dans toutes sortes de domaines de la recherche polaire, cette commission sera un point de contact pour les scientifiques canadiens et étrangers et favorisera la coopération internationale dans les sciences de l'Arctique.

L'Arctique n'est ni un musée ni un laboratoire. C'est une région où les gens doivent s'assurer eux-mêmes leur subsistance et où les intérêts culturels et économiques s'entrechoquent et doivent être conciliés. Il n'est plus un sanctuaire inviolé, à l'abri des conséquences imprévues du développement économique du Sud. Il subit les problèmes écologiques causés par son propre développement économique et par l'activité industrielle pratiquée ailleurs.

On relève dans la chaîne alimentaire de l'Arctique -- jusque dans le lait maternel -- des taux anormalement élevés de produits chimiques toxiques qui, la plupart du temps proviennent du Sud. Des scientifiques soviétiques, canadiens et d'autres nationalités ont recueilli des preuves inquiétantes de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Et on enregistre des précipitations acides dans des régions de l'Arctique européenne qui sont très éloignées de toute activité économique. Et plus de 70 % des polluants qui composent la brume arctique qui recouvre le littoral septentrional du Canada proviennent de ce côté-ci de l'océan Arctique. Depuis le milieu des années 50, cette brume a augmenté de 75 %.

Ce n'est un secret pour personne que les Canadiens doivent faire davantage pour protéger leur propre milieu naturel. Ce n'est également un secret pour personne que l'Union soviétique fait face à de sérieuses difficultés relatives à la qualité de l'air, la pollution des bassins fluviaux, y compris ceux de cours d'eau qui se déversent dans l'Arctique, et l'élimination de produits chimiques toxiques. Nos deux pays ont intérêt à partager leurs connaissances et leurs techniques dans des domaines comme les pluies acides et les produits chimiques toxiques. Chez vous à Norilsk et chez nous à Sudbury, on trouve des exemples d'énormes complexes minéralurgiques qui ont de graves effets sur l'environnement. Il faudrait établir des contacts entre nos experts.

En Union soviétique et au Canada, les gens s'opposent à toute forme de développement économique qui porte atteinte à l'environnement. Et il faut fournir à nos deux pays les fonds et les techniques nécessaires pour corriger les erreurs du passé et en empêcher de nouvelles. Au Canada, nous ne croyons pas que le développement viable puisse devenir une réalité à moins que les entreprises commerciales ne fassent leur part dans la mise au point de techniques et de procédés industriels non polluants. Et en effet les milieux d'affaires canadiens prennent de plus en